

Ouverture du Colloque

Dr Aïssatou KONE-DIABI

Conseiller spécial

auprès du directeur général de l'O.M.S.

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs,

Mme Gro Harlem Brundtland, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, a regretté de ne pouvoir participer personnellement à ce colloque qui célèbre le cinquantenaire de l'Organisation. Elle m'a demandé de la représenter.

Avant toute chose, le directeur général m'a chargée d'exprimer sa satisfaction et ses remerciements pour l'accueil qu'elle a reçu de la part des autorités françaises lors de sa récente visite à Paris. Elle a pris note des recommandations qui lui ont été faites en ce qui concerne les priorités et le fonctionnement de l'Organisation, et, surtout, en ce qui concerne la coopération entre l'O.M.S. et la France dans plusieurs domaines de la plus haute importance pour l'avenir de la santé dans le monde. Elle apprécie à sa juste valeur l'appui généreux que la France a toujours apporté au développement de l'O.M.S. et de ses programmes. Elle voit d'ailleurs dans ce colloque, qui réunit quelques-unes des plus hautes personnalités françaises ayant participé activement à la définition et à la mise en œuvre des stratégies et des programmes de l'O.M.S., une nouvelle manifestation de cet appui.

Je me permettrai d'ailleurs d'ajouter, en mon nom personnel, combien les services de l'O.M.S. – et aussi les pays du tiers-monde, dont je connais bien les priorités – apprécient l'effort constant fait par la France, notamment dans le domaine de la coopération technique, pour appuyer les gouvernements et leurs institutions dans la mise en place de systèmes de santé plus efficaces au service de l'ensemble des populations, et spécialement des populations urbaines et rurales les plus défavorisées.

Comme vous le savez, Mme Brundtland a pris ses fonctions à Genève le 21 juillet de cette année. Elle a tenu à placer son mandat sous le signe du changement et également de l'unité de l'Organisation. En effet, l'une de ses principales préoccupations est de lutter contre la dispersion de programmes verticaux mal coordonnés. Il est essentiel que les différents niveaux de l'Organisation – le siège, les six régions et les pays – agissent de concert, sachent définir des priorités communes, assurent la cohérence de leurs activités normatives et opérationnelles, et, dans tous les domaines, sachent aller à l'essentiel.

Ceci dit, la restructuration des programmes de l'O.M.S. doit tenir compte des nouveaux défis que représente – pour l'O.M.S. et l'ensemble de la communauté internationale – l'évolution constante des conditions politiques, sociales, économiques, technologiques qui influencent la situation de la santé dans le monde.

Ces défis sont tout d'abord la complexité croissante des problèmes, anciens et nouveaux, que rencontrent les pays en développement dans le domaine de la santé en général et de la santé publique en particulier, et notamment les obstacles qui freinent la mise en place, dans ces pays, de systèmes de santé performants, capables de mieux servir les populations les plus démunies, dans le cadre de stratégies de développement durable.

Ces défis sont aussi la situation très préoccupante des économies en transition, l'impact de la crise économique et financière en Asie de l'Est, et dans d'autres pays émergents sur l'équilibre et l'efficacité des systèmes de santé, et, bien entendu, l'apparition de nouveaux problèmes de santé et de société dans les pays industrialisés.

L'une des ambitions du directeur général est de s'attaquer tout à la fois à l'ensemble de ces défis et – compte tenu de l'ampleur de cette tâche – de développer de nouveaux partenariats. En effet, les interventions de l'O.M.S. ne seront efficaces que si elles s'appuient sur l'action des Etats membres, de la société civile et des organisations non gouvernementales, du secteur privé et de l'ensemble de la communauté internationale. Pour ma part, je suis d'ailleurs persuadée que l'un des principaux objectifs de l'O.M.S. doit être d'apprendre à mieux collaborer avec tous ceux qui œuvrent pour un développement social et économique plus humain dans le cadre de priorités nationales, de stratégies globales et concertées, multi-sectorielles et multidisciplinaires. Il n'y aura pas de « nouvel ordre sanitaire mondial » sans un renforcement de la coopération sanitaire au niveau national et international, et, surtout, sans une action continue et concertée de toutes les parties concernées pour plus de justice sociale et de solidarité.

Après ces quelques mots d'introduction, je me permettrai de faire un commentaire – et un seul – sur l'organisation du présent colloque. Je tiens, en effet, à féliciter les organisateurs du choix qu'ils ont fait des principaux thèmes de ce colloque. Ces thèmes montrent bien les liens qui existent entre les priorités passées et présentes de l'Organisation. Certains d'entre eux – l'origine de l'O.M.S., le rôle normatif de l'Organisation, l'intégration des normes dans les pratiques nationales, la santé pour tous – sont des thèmes traditionnels sur lesquels l'O.M.S. travaille depuis longtemps. D'autres – les problèmes d'équité, les défis du ^{xxi}^e siècle – sont des thèmes auxquels l'Organisation s'intéresse de plus en plus. Elle leur réservera une place de plus en plus importante à la fois dans son discours et dans son action.

C'est donc avec le plus grand intérêt que je vais écouter les exposés et les débats qu'ils susciteront. Je ne manquerai pas d'en tirer des conclusions et des enseignements qui pourront être utiles à l'Organisation dans ses efforts constants pour promouvoir le meilleur état de santé possible pour tous, et dans tous les pays du monde.

